

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

25 AVRIL 1991

PROPOSITION DE LOI

relative à l'aide légale

(Déposée par Mme Onkelinx et
M. Mayeur)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La réforme de l'aide juridique devient urgente en Belgique. En effet, tant du côté des justiciables que des avocats et plus particulièrement des avocats stagiaires, des voix s'élèvent pour exiger de notre pays une meilleure organisation de l'aide légale.

Une réforme en profondeur, s'inspirant des législations en vigueur chez nos voisins européens et au Québec, est nécessaire pour rencontrer l'exigence d'un meilleur accès des plus démunis à la justice.

Cette préoccupation était déjà exprimée par le Ministre de la Justice dans les commentaires du budget 1989 de son ministère.

Il y relevait « qu'il est anormal que la collectivité ne supporte pas mieux le coût de la sécurité juridique des plus pauvres » et « qu'il faut poser clairement les bases d'une sécurité où la solidarité existe aussi en matière de justice ».

Dans notre Etat démocratique où s'applique le principe d'Etat de droit, l'accès égal pour tous à la justice doit devenir une réalité et être mieux garanti.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

25 APRIL 1991

WETSVOORSTEL

betreffende de rechtsbijstand

(Ingediend door Mevr. Onkelinx en
de heer Mayeur)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Ons land moet dringend werk maken van een hervorming van de rechtsbijstand. Zowel rechtzoekenden als advocaten — en inzonderheid advocaten-stagiairs — komen immers in het verweer om van de overheid een betere organisatie van de rechtsbijstand te eisen.

Wil men de minvermogenden een betere toegang tot het gerecht waarborgen, dan kan zulks alleen door een grondige hervorming die ingegeven is door de bestaande wetgeving in onze Europese buurlanden en in Québec.

De Minister van Justitie heeft dit onderwerp al behandeld bij de toelichting van de begroting van zijn departement voor 1989.

Toen stelde hij dat het « niet normaal is dat de gemeenschap geen groter gedeelte van de kosten draagt voor de bescherming van de behoeftigen op rechtskundig gebied », en tevens dat « de grondslagen van een maatschappij waarin met betrekking tot de rechtspleging solidariteit bestaat, nu moeten worden gelegd ».

In onze democratie, waar het beginsel van de rechtsstaat geen dode letter is, moet elkeen daadwerkelijk op gelijke wijze toegang tot het gerecht krijgen en die toegang moet beter worden gewaarborgd.

L'aide légale en Belgique est assurée par le barreau et plus précisément par les avocats débutants, pro deo, via le Bureau de Consultation et de Défense.

« Sans remettre en doute le dévouement de la majorité des stagiaires, il faut constater que les avocats des pauvres manquent d'expérience, d'infrastructure, quand eux-mêmes ne manquent pas de moyens » (...) « les plus démunis défendus par les plus pauvres en expérience ».

Ces propos peuvent paraître caricaturaux. Mais, c'est ainsi que le système de l'aide légale dans notre pays est décrit par ceux-là même qui y pourvoient, au cours d'un colloque organisé par des avocats européens au Parlement européen en janvier 1991.

D'autres études sérieuses font également état de la carence de nos institutions en ce domaine. Ainsi, un rapport du Conseil d'Etat français comparant les systèmes d'aide légale d'Europe et d'Amérique du Nord, présente les budgets publics consacrés par les différents Etats à leurs citoyens les plus démunis. »

Une comparaison en francs français par habitant donne les chiffres suivants :

- France 7 FF;
- Angleterre 98 FF;
- RFA 30 FF;
- Etats-Unis 34 FF;
- Pays-Bas 60 FF;
- Suède 46 FF;
- Québec 60 FF. »

Le même rapport signale à propos de notre pays : « La Belgique a également été laissée à l'écart du champ de ce rapport. L'aide judiciaire y est encore une aide aux indigents. Elle est organisée par le Conseil de l'Ordre des avocats, et les praticiens qui y prêtent leur concours ne reçoivent aucune rémunération de l'Etat, à l'exception des avocats stagiaires qui perçoivent une indemnité en vertu d'une loi de 1980 ».

Il est donc établi que notre pays est à la traîne de la Communauté européenne en ce domaine.

L'objet de la présente proposition vise précisément à réformer structurellement l'aide légale. Elle vise à accorder les services gratuits d'un avocat pour la défense de ses droits à toute personne se situant en-deçà d'un certain niveau de ressources. Ces services sont organisés au sein de chaque arrondissement judiciaire via un centre d'aide légale auquel est attribuée la personnalité juridique. La mission de ce centre est d'accorder à toute personne une première consultation juridique gratuite, d'informer le public sur les conditions d'accès à l'aide légale et d'assurer la défense du bénéficiaire de l'aide.

La gestion des centres est assurée par un directeur nommé par un conseil d'administration composé paritairement d'avocats, de membres désignés sur proposition du Ministre de la Justice et de membres désignés par des associations qui défendent et assu-

In België verzekert de balie, en meer in het bijzonder de beginnende advocaten (via het bureau van consultatie en verdediging), de rechtsbijstand.

« Zonder de toewijding van de meeste stagiairs in twijfel te trekken, moet worden geconstateerd dat de advocaten van de armen onvoldoende ervaring hebben en niet over de vereiste infrastructuur beschikken, soms zijn ze zelf niet bemiddeld; » (...) « de armsten worden verdedigd door de mensen met de minste ervaring ».

Dergelijke uitlatingen mogen karikaturaal lijken, maar in januari 1991, op een colloquium van de Europese advocaten in het Europese Parlement, werd de toestand niettemin op die manier beschreven door degenen die in ons land voor de rechtsbijstand instaan.

Ook andere geloofwaardige studies wijzen erop hoe gebrekkig onze instellingen in dat verband functioneren. Een verslag van de Franse Raad van State vergelijkt de rechtsbijstand in Europa en Noord-Amerika; het geeft een overzicht van de middelen die de overheid van de verschillende landen voor de meest behoeftige burgers uittrekt :

« Per inwoner gaat het om de volgende bedragen (in Franse frank) :

- Frankrijk : 7 FF;
- Engeland : 98 FF;
- BRD : 30 FF;
- Verenigde Staten : 34 FF;
- Nederland : 60 FF;
- Zweden : 46 FF;
- Québec : 60 FF ».

Over ons land stelt het verslag : « Ook België werd buiten het bestek van dit rapport gelaten. De rechtsbijstand staat er nog gelijk aan hulp voor onvermogen. De Raad van de Orde van advocaten organiseert die bijstand en de advocaten die rechtshulp verlenen, worden door de Staat helemaal niet vergoed, behalve de advocaten-stagiairs die krachtens een wet van 1980 een vergoeding ontvangen ».

Het staat dus vast dat ons land binnen de Europese Gemeenschap een weinig benijdenswaardige plaats inneemt.

Dit voorstel wil de rechtsbijstand structureel hervormen. Iedereen wiens inkomen beneden een bepaald bedrag ligt, moet voor de verdediging van zijn rechten een beroep kunnen doen op de kosteloze dienstverlening van een advocaat. Dat wordt binnen elk gerechtelijk arrondissement georganiseerd via een centrum voor rechtsbijstand, dat rechtspersoonlijkheid heeft. Het centrum moet iedereen kosteloos een eerste juridische consultatie verstrekken, de betrokkenen inlichten over de voorwaarden om rechtsbijstand te kunnen krijgen en de rechthebbenden voor de rechtbank verdedigen.

De centra worden bestuurd door een directeur, die wordt benoemd door een raad van bestuur, paritair samengesteld uit advocaten, leden die op voordracht van de Minister van Justitie worden aangewezen en leden die worden voorgedragen door verenigingen

rent la protection des personnes des milieux défavorisés et des droits de l'Homme.

Les services de l'aide légale seront assumés par des avocats exerçant principalement leur profession au sein des centres d'aide légale. Une convention entre le centre d'aide légale et l'avocat déterminera les modalités de leur collaboration. S'ils le désirent, d'autres avocats pourront être appelés à accomplir leurs prestations au profit des bénéficiaires de l'aide légale.

Dès lors, l'aide aux plus démunis en matière juridique ne sera plus assumée que par des avocats sur base *volontaire*, ce qui assure la qualité de la défense, et constitue un renforcement de l'*indépendance* de l'avocat.

Le financement du système de l'aide légale est assuré par « le Fonds spécial pour l'aide légale » institué au budget du Ministère de la Justice.

Il est alimenté principalement par trois sources :

- le crédit actuellement inscrit au budget du Ministère de la Justice;
- les contributions de tout condamné ou de toute partie succombante à une décision judiciaire;
- un pourcentage prélevé sur les montants des primes d'assurance automobile obligatoire.

Ce système organise la solidarité entre les justiciables qui peuvent assurer la défense de leurs droits et ceux qui n'en n'ont pas les moyens.

Le Ministre de la Justice reconnaissait dans une enquête réalisée par le journal La Cité, « qu'avec un demi-milliard, on pourrait réorganiser l'accès à la justice des plus démunis ».

Notre proposition rencontre cet objectif tout en garantissant l'indépendance de l'avocat, le libre choix du justiciable et le financement nécessaire sans nouvelle ponction sur le budget de la justice.

Ainsi pourra être mieux rencontré le prescrit constitutionnel des articles 6 et 6bis qui garantissent que « les Belges sont égaux devant la Loi » et que « la jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. »

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article précise la signification des termes employés dans la proposition. On y définit notamment les expressions « avocat de l'aide légale » et « avocat-collaborant ». La première expression vise les avocats qui concluent une convention avec un centre

de la défense de la misère sur eux-mêmes et se consacrent à la protection des droits de l'Homme.

Advocats qui leur demandent principalement de la centra pour l'aide légale, n'ont pas de l'aide légale. Une convention entre le centre d'aide légale et l'avocat déterminera les modalités de leur collaboration. S'ils le désirent, d'autres avocats pourront être appelés à accomplir leurs prestations au profit des bénéficiaires de l'aide légale.

De l'aide légale aux plus démunis en matière juridique ne sera plus assumée que par des avocats sur base *volontaire*, ce qui assure la qualité de la défense, et constitue un renforcement de l'*indépendance* de l'avocat.

Le financement du système de l'aide légale est assuré par « le Fonds spécial pour l'aide légale » institué au budget du Ministère de la Justice.

Il est alimenté principalement par trois sources :

- le crédit actuellement inscrit au budget du Ministère de la Justice;
- les contributions de tout condamné ou de toute partie succombante à une décision judiciaire;
- un pourcentage prélevé sur les montants des primes d'assurance automobile obligatoire.

Ce système organise la solidarité entre les justiciables qui peuvent assurer la défense de leurs droits et ceux qui n'en n'ont pas les moyens.

Le Ministre de la Justice reconnaissait dans une enquête réalisée par le journal La Cité, « qu'avec un demi-milliard, on pourrait réorganiser l'accès à la justice des plus démunis ».

Notre proposition rencontre cet objectif tout en garantissant l'indépendance de l'avocat, le libre choix du justiciable et le financement nécessaire sans nouvelle ponction sur le budget de la justice.

Ainsi pourra être mieux rencontré le prescrit constitutionnel des articles 6 et 6bis qui garantissent que « les Belges sont égaux devant la Loi » et que « la jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. »

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel geeft een bepaling van de in het voorstel gebruikte termen. Het bevat onder meer een definitie van de uitdrukkingen « bijstandsadvocaat » en « advocaat-medewerker ». Het eerste begrip betreft de advocaten die een overeenkomst met een

d'aide légale et qui exerceront principalement leur profession au service de l'aide légale. La deuxième expression concerne les avocats qui marquent leur volonté de défendre les droits et les intérêts des bénéficiaires de l'aide légale si ces derniers font appel à eux. Ces avocats exerceront leur profession occasionnellement au service de l'aide légale.

Art. 2

Cette disposition affirme le droit à l'aide légale. Pour autant que les conditions de la présente loi soient respectées, chacun se voit octroyer le droit à la défense gratuite de ses droits par un professionnel. La loi ne s'applique cependant pas lorsqu'une personne peut-être représentée par le délégué d'une association représentative d'ouvriers, d'employés, d'indépendants, etc...

Art. 3

Cette disposition indique les critères et les montants de revenus pris en considération pour octroyer l'aide légale.

A cet effet, une comparaison entre le système actuel et le mécanisme proposé peut être établie comme suit :

- le système actuel « pro deo » est le suivant :
 - revenus inférieurs à 19 000,- francs par mois (228 000 francs/an) = assistance gratuite.
 - Revenus entre 19 000 francs/mois et 25 000 francs/mois (300 000,- francs/an) = une taxation (une somme) peut être demandée par le bureau de consultation et de défense.
 - ces montants sont augmentés de 10 % par personne à charge avec un maximum de 400 000,- francs par an.
 - les montants ont été proposés par l'Ordre National des Avocats.
 - les revenus pris en considération sont les revenus nets.
 - pour 1989, il y a eu plus ou moins 20 000 affaires traitées par le système dit du « pro deo ».
- le mécanisme proposé est le suivant :
 - il est fait référence aux montants des quotités insaisissables visés à l'article 1409 du Code judiciaire (en dessous de 25 000,- francs/mois pas de saisie et entre 25 000 et 33 000,- francs/mois, une saisie partielle est possible).
 - ces montants sont augmentés par personne à charge comme le système actuel « pro deo » le prévoit (il a été choisi comme réf-

centrum voor rechtsbijstand sluiten en hun ambt dan ook hoofdzakelijk in dienst van het centrum uitoefenen. De tweede term heeft betrekking op de advocaten die duidelijk te kennen geven de rechten en belangen van degenen die voor rechtsbijstand in aanmerking komen, te willen verdedigen indien zij op hen een beroep doen. Die advocaten zijn gelegheidsmedewerkers van het centrum voor rechtsbijstand.

Art. 2

Deze bepaling bevestigt het recht op rechtsbijstand. Al wie voldoet aan de vereisten van deze wet, kan aanspraak maken op de kosteloze verdediging van zijn rechten door een rechtspracticus. De wet is evenwel niet van toepassing wanneer de betrokkene zich door een afgevaardigde van een representatieve organisatie van arbeiders, bedienden of zelfstandigen kan laten vertegenwoordigen.

Art. 3

Deze bepaling bevat de criteria en de inkomensbedragen op grond waarvan iemand voor rechtsbijstand in aanmerking kan komen.

Een vergelijking van de huidige regeling met het voorgestelde mechanisme levert het volgende resultaat op :

- de huidige « pro deo »-regeling :
 - inkomsten beneden 19 000 frank per maand (228 000 frank/jaar) = kosteloze bijstand;
 - inkomsten tussen 19 000 frank/maand en 25 000 frank/maand (300 000 frank/jaar) = het bureau van consultatie en verdediging mag een bepaald bedrag aanrekenen;
 - die bedragen worden verhoogd met 10 % per persoon ten laste, met een maximum van 400 000 frank per jaar;
 - de bedragen werden door de Nationale Orde van advocaten voorgesteld;
 - het in aanmerking genomen inkomen is het netto-inkomen;
 - in 1989 werden op grond van de zogenaamde « pro deo »-regeling ongeveer 20 000 zaken behandeld.
- het voorgestelde mechanisme :
 - er wordt verwezen naar de bedragen van de in artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde gedeelten die niet voor beslag vatbaar zijn (geen beslag indien minder dan 25 000 frank per maand en eventueel gedeeltelijk beslag tussen 25 000 en 33 000 frank per maand).
 - voor de verhoging van die bedragen per persoon ten laste wordt de huidige « pro deo »-regeling overgenomen (refertebetalingsbedrag)

rence 30 000,- francs/an par personne à charge avec un maximum de trois personnes à charge).

- en conclusion, le système s'articule autour des chiffres suivants : revenus inférieurs ou égaux à 25 000,- francs/mois = aide légale totale.

Revenus inférieurs ou égaux à 27 500,- francs/mois = aide légale totale si le bénéficiaire a une personne à charge.

Revenus inférieurs ou égaux à 30 000,- francs/mois = aide légale totale si le bénéficiaire a deux personnes à charge.

Revenus inférieurs ou égaux à 32 500,- francs/mois = aide légale totale si le bénéficiaire a trois personnes ou plus à charge.

Revenus entre 25 000 et 33 000,- francs/mois = aide légale partielle.

Revenus entre 27 500 et 35 500,- francs/mois = aide légale partielle si le bénéficiaire a une personne à charge.

Revenus entre 30 000 et 38 000,- francs/mois = aide légale partielle si le bénéficiaire a deux personnes à charge.

Revenus entre 32 500 et 40 500,- francs/mois = aide légale partielle si le bénéficiaire a trois personnes à charge ou plus.

— Pour l'aide légale partielle, un arrêté royal fixera les pourcentages de remboursement par tranche de revenu pouvant être réclamés au bénéficiaire, ceux-ci ne pouvant excéder 2 800,- francs/mois (somme équivalente aux montants saisissables pour un salaire de 33 000,- francs/mois, limite maximale prévue par l'article 1409 du Code judiciaire).

— Les revenus nets sont pris en considération (on retranche le montant des cotisations sociales, des impôts, des allocations familiales du revenu total).

— Pour bénéficier de l'aide légale, il faut se trouver dans le besoin et répondre aux conditions de revenus fixées par l'article 3, § 1^{er}.

On peut dire que le fait de répondre aux conditions de revenus présume que la personne est dans le besoin, présomption que l'on peut renverser. La référence à l'état de besoin permet d'éliminer ceux qui ont des revenus professionnels correspondant aux conditions mais qui disposent d'autres ressources (revenus mobiliers, immobiliers, etc...)

On essaie ainsi d'éviter les « fraudes ».

30 000 frank per jaar per persoon ten laste, met een maximum van drie personen ten laste).

- de voorgestelde regeling steunt op volgende cijfers : inkomen lager dan of gelijk aan 25 000 frank per maand = volledige rechtsbijstand.

Inkomen lager dan of gelijk aan 27 500 frank per maand = volledige rechtsbijstand indien de rechthebbende één persoon ten laste heeft.

Inkomen lager dan of gelijk aan 30 000 frank per maand = volledige rechtsbijstand indien de rechthebbende twee of meer personen ten laste heeft.

Inkomen lager dan of gelijk aan 32 500 frank per maand = volledige rechtsbijstand indien de rechthebbende drie of meer personen ten laste heeft.

Inkomen tussen 25 000 en 33 000 frank per maand = gedeeltelijke rechtsbijstand.

Inkomen tussen 27 500 en 35 500 frank per maand = gedeeltelijke rechtsbijstand indien de rechthebbende één persoon ten laste heeft.

Inkomen tussen 30 000 en 38 000 frank per maand = gedeeltelijke rechtsbijstand indien de rechthebbende twee personen ten laste heeft.

Inkomen tussen 32 500 en 40 500 frank per maand = gedeeltelijke rechtsbijstand indien de rechthebbende drie of meer personen ten laste heeft.

— Wat de gedeeltelijke rechtsbijstand betreft, zal een koninklijk besluit per inkomensschijf het percentage van terugbetaling bepalen dat van de rechthebbende kan worden teruggevorderd zonder dat het evenwel een maximumbedrag van 2 800 frank per maand mag overschrijden (dit maximumbedrag stemt overeen met het voor beslag vatbare gedeelte van een loon van 33 000 frank per maand dat in artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek als grensbedrag geldt).

— Er wordt rekening gehouden met het netto-inkomen (van het totale inkomen worden de sociale zekerheidsbijdragen, de belastingen en de kinderbijslag afgetrokken).

— Wie aanspraak op rechtsbijstand wil maken, moet behoeftig zijn en aan de in artikel 3, § 1 bedoelde inkomensvoorwaarden voldoen.

Men kan ervan uitgaan dat iemand die aan de inkomensvoorwaarden voldoet, ook behoeftig is en omgekeerd. De verwijzing naar het begrip « behoeftig zijn » maakt het evenwel mogelijk personen wier bedrijfsinkomen aan de voorwaarden voldoet, toch uit te sluiten indien zij nog over andere bronnen van inkomsten beschikken (roerende of onroerende inkomsten enz...)

Op die manier wordt getracht « misbruiken » te voorkomen.

— une récupération de l'aide légale est possible si le bénéficiaire a *effectivement* recouvré une somme, à concurrence des barèmes en vigueur et de 50 % de la somme effectivement recouvrée, *en tenant compte* des sommes déjà versées dans le cadre de l'aide légale partielle (article 3, § 3).

— un lien entre les montants de l'aide légale et les montants visés à l'article 1409 du Code judiciaire est créé par voie d'adaptation automatique des premiers aux seconds par arrêté royal (article 3, § 4).

Art. 4

Cet article détermine la structure créée en matière d'aide légale. Il s'agit de mettre sur pied un centre d'aide légale par arrondissement judiciaire. Ces centres constitueront de véritables « cellules de travail » en matière d'aide légale.

Il appartiendra à toutes les composantes de ces centres de dynamiser la structure qui sera mise à leur disposition et à laquelle est attribuée la personnalité juridique.

La liste des centres d'aide légale devra recevoir l'agrément du Conseil des Ministres. La subdivision en arrondissement devrait permettre la constitution d'équipes de taille relativement réduite, ce qui semble favoriser la dynamique et l'esprit de corps au sein de chaque centre d'aide légale.

Art. 5

A côté de la mission de défense des droits du bénéficiaire de l'aide légale, les centres d'aide légale se voient également dotés de prérogatives en matière d'information et de prévention dans le domaine juridique.

Artt. 6 et 7

Ces articles déterminent la composition et les principales missions de l'organe directeur du centre d'aide légale : le conseil d'administration.

L'article 22 du décret du Conseil de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse a fortement inspiré ces dispositions quant à la composition du conseil d'administration. Le nombre de membres du conseil d'administration sera fixé entre 8 et 16.

Pour le reste, le conseil d'administration sera composé de représentants nommés par le Roi. Ceux-ci seront désignés pour un tiers sur proposition du Ministre de la Justice, pour un tiers parmi les avocats inscrits au tableau de l'ordre de l'arrondissement compétent, et pour un tiers parmi le monde

— de kosten van de verleende rechtsbijstand kunnen van de rechthebbende worden teruggevorderd indien hij daadwerkelijk een bepaald bedrag heeft teruggekregen. Dat gebeurt op grond van de geldende schalen, met een maximum van 50 % van de daadwerkelijk teruggekregen som en *rekening houdend* met de bedragen die eerder in het kader van de gedeeltelijke rechtsbijstand werden betaald (artikel 3, § 3).

— er wordt een verband tot stand gebracht tussen de bedragen van de rechtsbijstand en de in artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde bedragen : de eerstgenoemde bedragen worden bij koninklijk besluit automatisch aan de laatstgenoemde aangepast (artikel 3, § 4).

Art. 4

Dit artikel bepaalt de structuren die inzake rechtsbijstand worden opgezet. De bedoeling is per gerechtelijk arrondissement een centrum voor rechtsbijstand in te stellen. Deze centra zullen echte « werkgroepen » op het stuk van rechtsbijstand zijn.

Het is de taak van alle componenten van deze centra om van de hen ter beschikking gestelde structuur, die rechtspersoonlijkheid geniet, een dynamische instelling te maken.

De lijst van de centra voor rechtsbijstand moet door de Ministerraad worden erkend. De indeling per arrondissement moet het mogelijk maken relatief kleine groepen op te richten, hetgeen de dynamiek en het groepsbewustzijn binnen ieder centrum voor rechtsbijstand alleen maar kan bevorderen.

Art. 5

De centra voor rechtsbijstand zijn niet alleen belast met de verdediging van de rechten van degenen die voor rechtsbijstand in aanmerking komen, doch tevens met een opdracht inzake voorlichting en preventie op juridisch gebied.

Artt. 6 en 7

Deze artikelen bepalen de samenstelling en de voornaamste taken van het bestuursorgaan van de rechtsbijstandcentra, met name de raad van bestuur.

De bepalingen inzake de samenstelling van de raad van bestuur zijn goeddeels ontleend aan artikel 22 van het decreet van de Franse Gemeenschapsraad betreffende de jeugdzorg. Het aantal leden van de raad van bestuur varieert van 8 tot 16.

Voor het overige is de raad van bestuur samengesteld uit door de Koning aangewezen vertegenwoordigers. Een derde van de leden wordt op voordracht van de Minister van Justitie aangewezen, een ander derde bestaat uit advocaten die lid zijn van de balie van het betrokken arrondissement, en nog een derde

associatif (par exemple : membres ATD Quart Monde, de la ligue des Droits de l'Homme, de la Ligue des Familles, ...)

Artt. 8 et 9

Ces dispositions sont relatives au directeur du centre d'aide légale. Il est nommé et révoqué par le conseil d'administration.

Il a pour mission d'octroyer l'aide légale et d'organiser la manière dont le centre va remplir les tâches qui lui sont assignées par la proposition. Le directeur doit avoir été avocat pendant cinq ans (afin de bien connaître les problèmes pratiques qui sont liés au barreau).

Artt. 10 et 11

Ces deux dispositions organisent les possibilités de recours à l'encontre des décisions rendues par le directeur.

Le demandeur peut intenter un recours contre la décision de refus du directeur devant la Cour du Travail.

L'Auditorat général du travail peut introduire un recours devant la Cour du Travail s'il estime que l'aide légale a été octroyée de manière illégale par le directeur.

Il s'agit ici d'assurer la viabilité du système.

Art. 13

L'indépendance des avocats, dans le cadre de l'aide légale, est réaffirmée.

Elle ne souffre d'aucune exception.

Art. 14

La fixation de la rémunération et des modalités de paiement des avocats de l'aide légale et des avocats collaborateurs est confiée au conseil des Ministres.

Artt. 15 et 16

Ces deux dispositions créent un fonds de l'aide légale qui devrait permettre d'assurer le financement de la structure de l'aide légale.

Il s'agit d'un fonds alimenté par les sommes versées par les bénéficiaires de l'aide légale partielle

uit leden van verenigingen (bijvoorbeeld leden van de Vierde-Wereldbeweging, de Liga voor de Rechten van de Mens, de Bond van Grote en Jonge Gezinnen...)

Artt. 8 en 9

Deze bepalingen hebben betrekking op de directeur van het centrum voor rechtsbijstand. Deze wordt door de raad van bestuur benoemd en ontslagen.

Hij heeft tot taak de rechtsbijstand te verlenen en vast te stellen hoe het centrum de hem door dit voorstel opgelegde taken zal vervullen. De directeur moet gedurende ten minste vijf jaar advocaat zijn geweest (teneinde goed met de praktische problemen van de balie vertrouwd te zijn).

Artt. 10 en 11

Deze beide bepalingen organiseren de mogelijkheden tot het instellen van beroep tegen de door de directeur genomen beslissingen.

De eiser kan bij het arbeidshof beroep instellen tegen de door de directeur genomen beslissing tot weigering.

Het arbeidsauditoraat-generaal kan beroep instellen bij het arbeidshof indien het oordeelt dat de directeur de rechtsbijstand wederrechtelijk heeft toegekend.

Het is met name de bedoeling de leefbaarheid van het systeem te waarborgen.

Art. 13

De onafhankelijkheid van de advocaten in het raam van de rechtsbijstand wordt andermaal bevestigd.

Op dat vlak wordt geen enkele uitzondering gemaakt.

Art. 14

De vaststelling van de bezoldiging van de bijstandsadvocaten en van de advocaten-medewerkers, alsmede de wijze van betaling worden bepaald door de Ministerraad.

Artt. 15 en 16

Deze twee bepalingen vormen de grondslag voor de oprichting van een Fonds voor rechtsbijstand dat de financiering van de structuur van de rechtsbijstand moet garanderen.

Dat fonds wordt gestijfd met de bedragen die betaald worden door al wie recht heeft op gedeeltelijke

(article 3, § 1^{er}), par les sommes récupérées auprès des bénéficiaires (article 3, § 3), par les indemnités de procédure attribuées par les décisions aux bénéficiaires de l'aide légale et, par un crédit inscrit au budget du Ministère de la Justice.

Il le sera également par le prélèvement d'un pourcentage sur les montants des primes d'assurance automobile obligatoire, ce mécanisme étant basé sur la solidarité.

Cependant, la contribution principale à ce fonds viendra des sommes que chaque condamné (au pénal) ou que chaque partie succombante (dans les litiges non pénaux) devra payer en vertu de la présente loi, lors de chaque décision définitive.

Il s'agit d'une somme de 10 francs multipliés par les règles relatives aux décimes additionnels (le multiplicateur étant 80 à l'heure actuelle).

Quel serait le rendement d'un tel fonds ? Pour l'année 1987, voici les chiffres :

1987

Tribunaux de police :

163 132 condamnés x 800 francs = 130 505 600 francs

Tribunaux correctionnels :

31 452 condamnés en 1^{er} ressort x 800 francs = 25 161 600 francs

7 694 condamnés en degré d'appel x 800 francs = 5 955 200 francs

Cours d'appel :

3 726 condamnés x 800 francs = 2 980 800 francs

Conseils de Guerre et Cour Militaire :

1 587 condamnés x 800 francs = 1 269 600 francs

Cours d'Assise :

77 condamnés x 800 francs = 61 600 francs

Jugements rendus par les Juges de Paix :

± 178 000 x 800 francs = 142 400 000 francs

Jugements rendus par les Tribunaux civils :

66 382 x 800 francs = 53 105 600 francs
(affaires sur citation)

Jugements rendus par les Tribunaux de Commerce :

73 250 x 800 francs = 58 600 000 francs
(affaires sur citation)

Arrêts rendus par les Cours d'Appel en matières civiles et commerciales :

11 121 x 800 francs = 8 896 800 francs

Arrêts rendus par les Cours d'Appel en matières fiscales :

682 x 800 francs = 495 600 francs

TOTAL : 430 432 400 francs

rechtsbijstand (artikel 3, § 1), met de van de gerechtigden teruggevorderde bedragen (artikel 3, § 3), met de procedurevergoedingen die bij gerechtelijke beslissing aan de rechtsbijstandsgerechtigden worden toegekend en ten slotte met een op de begroting van het Ministerie van Justitie uitgetrokken krediet.

Dat Fonds wordt ook gestijfd met een bepaald percentage dat afgenomen wordt van de bedragen van de premies voor de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorvoertuigen, een mechanisme dat op solidariteit stoelt.

De voornaamste bijdrage in dat Fonds is evenwel afkomstig van de sommen die iedere (strafrechtelijk) veroordeelde of iedere in het ongelijk gestelde partij (in niet-strafrechtelijke geschillen) krachtens deze wet bij een eindbeslissing verschuldigd is.

Het gaat om een bedrag van 10 frank, vermenigvuldigd volgens de regels betreffende de opdecimen (de huidige vermenigvuldigingscoëfficiënt is 80).

Hoeveel zal een dergelijk fonds opbrengen ? Ziehier de cijfers voor het jaar 1987 :

1987

Politierechtbanken :

163 132 veroordeelden x 800 frank = 130 505 600 frank

Correctionele rechtbanken :

31 452 veroordeelden in eerste aanleg x 800 frank = 25 161 600 frank

7 694 veroordeelden in hoger beroep x 800 frank = 5 955 200 frank

Hoven van beroep :

3 726 veroordeelden x 800 frank = 2 980 800 frank

Krijgsraden en Militair gerechtshof :

1 587 veroordeelden x 800 frank = 1 269 600 frank

Hoven van Assisen :

77 veroordeelden x 800 frank = 61 600 frank

Vonnissen gewezen door de Vrederechters :

ongeveer 178 000 x 800 frank = 142 400 000 frank

Vonnissen gewezen door de burgerlijke rechtbanken :

66 382 x 800 frank = 53 105 600 frank
(zaken op dagvaarding)

Vonnissen gewezen door de rechtbanken van koop-handel :

73 250 x 800 frank = 58 600 000 frank
(zaken op dagvaarding)

Arresten gewezen door de hoven van beroep in burgerlijke en handelszaken :

11 121 x 800 frank = 8 896 800 frank

Arresten gewezen door de hoven van beroep in belastingzaken :

682 x 800 frank = 495 600 frank

TOTAAL : 430 432 400 frank

A ces chiffres, il faut ajouter : le nombre de parties succombantes devant les juridictions (Tribunaux + Cours) du travail.

De plus, pour les juridictions non correctionnelles, les données ne reprennent que le nombre de *décisions* et non le nombre de *parties succombantes*.

Or, il peut y avoir plusieurs parties succombantes dans un litige, chacune redevable de $10 \times 80 = 800$ francs.

On peut aussi ajouter à ces recettes, le crédit actuel inscrit au budget du Ministère de la Justice pour le paiement des stagiaires dans le cadre du système *pro deo* (115 millions) pour 1991, article 12.56.1.

Artt. 18 à 20

Ces dispositions abrogent les articles du Code judiciaire et du Code d'instruction criminelle créant et organisant le fonctionnement des bureaux de consultation et de défense et du système « *pro deo* ».

Il convient d'insister sur le fait que la proposition n'a pas pour objet de supprimer les règles en vigueur relative à l'assistance judiciaire visée aux articles 664 et suivants du Code judiciaire.

L. ONKELINX
Y. MAYEUR

Daar moet aan toegevoegd worden het aantal in het ongelijk gestelde partijen voor de arbeidsgerechten (rechtbanken + hoven).

Wat de niet-correctionele gerechten betreft omvatten de gegevens bovendien alleen het aantal *beslissingen* en niet het aantal *in het ongelijk gestelde partijen*.

Welnu, in een geschil kan er meer dan een in het ongelijk gestelde partij zijn en die zijn dan elk $10 \times 80 = 800$ frank verschuldigd.

Bij die ontvangsten kan men ook nog het huidige krediet rekenen dat op de begroting van het Ministerie van Justitie is uitgetrokken voor de betaling van de advocaten-stagiairs in het raam van de *pro deo*-regeling (115 miljoen frank voor 1991, artikel 12.56.1).

Artt. 18 tot 20

Deze bepalingen beogen de opheffing van de artikelen van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van Strafvordering die de bureaus voor consultatie en verdediging en de « *pro deo* »-regeling instellen en de werking ervan regelen.

Er wordt met nadruk op gewezen dat het voorstel niet tot doel heeft de vigerende regels betreffende de rechtsbijstand bedoeld bij de artikelen 664 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek op te heffen.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

- 1) demandeur : toute personne sollicitant le bénéfice de l'aide légale;
- 2) bénéficiaire : toute personne répondant aux conditions d'octroi de l'aide légale;
- 3) aide légale : intervention des pouvoirs publics destinée à couvrir les honoraires et frais des avocats ayant accompli pour un bénéficiaire des devoirs tels que la consultation, la transaction, l'arbitrage ou la défense dans une instance où la présence d'un avocat est admise;
- 4) centre : le centre d'aide légale;
- 5) directeur : le directeur du centre d'aide légale;
- 6) avocat de l'aide légale : avocat qui conclut une convention avec le centre d'aide légale et qui exerce sa profession principalement au service de l'aide légale;
- 7) avocat - collaborant : avocat qui manifeste sa volonté de collaborer avec le centre d'aide légale et qui exerce sa profession en dehors dudit centre.

Art. 2

Toute personne, pour autant qu'elle réponde aux conditions énoncées par la présente loi, a droit aux services gratuits d'un avocat pour la défense de ses droits, sauf si sa demande est manifestement non recevable ou non fondée.

La présente loi a un caractère supplétif.

Art. 3

§ 1^{er}. Toute personne se trouvant dans un état de besoin et dont les revenus sont inférieurs ou égaux à la somme de 300 000 francs nets par an, a droit à l'aide légale totale. Ce montant est majoré de 30 000 francs par personne à charge sans que cette majoration puisse dépasser 390 000 francs.

Toute personne dont les revenus sont supérieurs aux montants prévus à l'alinéa précédent a droit à l'aide légale partielle pour autant que ceux-ci ne dépassent pas la somme de 396 000 francs nets par an. Ce montant est majoré de 30 000 francs par personne à charge sans que cette majoration puisse dépasser 486 000 francs.

Dans le cas de l'aide légale partielle, les sommes pouvant être réclamées au bénéficiaire en fonction de ses revenus nets sont déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Ces sommes ne peuvent être supérieures à des versements mensuels

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

- 1) verzoeker : al wie om rechtsbijstand verzoekt;
- 2) rechthebbende : al wie aan de voorwaarden voor het verlenen van rechtsbijstand voldoet;
- 3) rechtsbijstand : tegemoetkoming van de overheid om de honoraria en kosten te dekken van de advocaten die voor een rechthebbende taken uitvoeren zoals raadpleging, dading, arbitrage of verdediging in een instantie waar de aanwezigheid van een advocaat is toegestaan;
- 4) centrum : het centrum voor rechtsbijstand;
- 5) directeur : de directeur van het centrum voor rechtsbijstand;
- 6) bijstandsadvocaat : een advocaat die een overeenkomst met een centrum voor rechtsbijstand sluit en zijn ambt hoofdzakelijk in dienst van de rechtsbijstand uitoefent;
- 7) advocaat-medewerker : een advocaat die duidelijk te kennen geeft met een centrum voor rechtsbijstand te willen samenwerken maar zijn eigenlijk ambt los van voornoemd centrum uitoefent.

Art. 2

Een ieder die aan de in deze wet opgenomen voorwaarden voldoet, heeft recht op de kosteloze bijstand van een advocaat om zijn rechten te verdedigen, tenzij zijn verzoek kennelijk niet ontvankelijk of ongegrond is.

Deze wet heeft een aanvullend karakter.

Art. 3

§ 1. Een ieder die behoeftig is en wiens inkomen lager ligt dan of gelijk is aan 300 000 frank netto per jaar, kan aanspraak maken op volledige rechtsbijstand. Dat bedrag wordt met 30 000 frank per persoon ten laste verhoogd, zonder dat het evenwel 390 000 frank mag overschrijden.

Een ieder wiens inkomen hoger ligt dan de in het eerste lid vermelde bedragen, heeft recht op gedeeltelijke rechtsbijstand indien zijn inkomen niet hoger ligt dan 396 000 frank per jaar. Dat bedrag wordt met 30 000 frank per persoon ten laste verhoogd, zonder dat het evenwel 486 000 frank mag overschrijden.

Voor de gedeeltelijke rechtsbijstand bepaalt een in ministerraad overlegd koninklijk besluit het bedrag dat van de rechthebbende op grond van zijn netto-inkomen kan worden teruggevorderd. Dat bedrag mag niet hoger liggen dan 2 800 frank per maand.

de 2800 francs. Ces montants s'apprécient en tenant compte des revenus du conjoint ou du cohabitant.

§ 2. Les revenus du cohabitant ne sont pas pris en considération lorsqu'une personne demande le bénéfice de l'aide légale afin de défendre ses intérêts dans un litige qui l'oppose au cohabitant.

L'aide légale est accordée d'office, sans examen préalable des revenus, à toute personne bénéficiant du minimex, en application de la loi du 7 août 1974 ou d'une aide sociale accordée par le CPAS selon la loi du 8 juillet 1976 du revenu garanti aux personnes âgées en application de la loi du 1^{er} avril 1969, ou d'allocations aux handicapés conformément à la loi du 27 juin 1969.

§ 3. L'aide légale accordée peut être récupérée auprès du bénéficiaire si elle lui a effectivement permis de recouvrer une somme d'argent. Elle le sera conformément aux barèmes fixés par l'arrêté royal visé à l'article 14, alinéa 1^{er} de la présente loi sans jamais dépasser un montant équivalent à 50 % de la somme effectivement recouvrée.

Les sommes déjà versées par le bénéficiaire en vertu de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2 sont prises en compte pour la récupération de l'aide légale.

§ 4. Par arrêté royal, les montants des sommes visées au § 1^{er} sont adaptés, en même temps et dans la même mesure, aux modifications apportées aux montants prévus à l'article 1409 du Code judiciaire.

Art. 4

Au sein de chaque arrondissement judiciaire est créé un centre auquel est attribuée la personnalité juridique.

La liste des centres doit être agréée par le Conseil des Ministres sur présentation du Ministre de la Justice. L'agrément est accordée pour une période de cinq ans renouvelable. L'agrément peut être retirée par décision du Conseil des Ministres.

Art. 5

Le centre a pour mission :

- de donner une première consultation gratuite à toute personne qui le demande, même si ses revenus dépassent les plafonds fixés à l'article 3;
- d'informer le public de l'existence et des conditions d'accès à l'aide légale;
- de promouvoir la prévention en matière juridique;

Voor de vaststelling van dat bedrag worden ook de inkomsten van de echtgenoot of de samenwonende in aanmerking genomen.

§ 2. De inkomsten van de samenwonende worden niet in aanmerking genomen wanneer iemand om rechtsbijstand verzoekt ten einde zijn belangen in een geschil met die samenwonende te verdedigen.

Rechtsbijstand wordt automatisch toegekend, zonder voorafgaand onderzoek naar de bestaansmiddelen, aan een ieder die op grond van de wet van 7 augustus 1974 het bestaansminimum, op grond van de wet van 8 juli 1976 een uitkering van het OCMW, op grond van de wet van 1 april 1969 het gewaarborgd inkomen voor bejaarden of op grond van de wet van 27 juni 1969 een tegemoetkoming voor minder-validen ontvangt.

§ 3. De kosten van de verleende rechtsbijstand kunnen van de rechthebbende worden teruggevorderd indien hem krachtens de beslissing waarbij hem rechtsbijstand is verleend, werkelijk een bepaalde geldsom werd toegewezen. Dit gebeurt conform de schalen die bij het in artikel 14, eerste lid, van deze wet bedoelde koninklijk besluit worden vastgelegd, zonder evenwel ooit meer dan 50 % van de daadwerkelijk teruggekregen som te mogen bedragen.

Bij de terugvordering van de rechtsbijstand wordt rekening gehouden met de bedragen die de rechthebbende reeds krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, heeft betaald.

§ 4. De in § 1 bepaalde bedragen worden bij koninklijk besluit op hetzelfde ogenblik en in dezelfde mate aangepast aan de wijzigingen van de bedragen bedoeld in artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 4

In ieder gerechtelijk arrondissement wordt een centrum voor rechtsbijstand opgericht. Dat centrum heeft rechtspersoonlijkheid.

De lijst van de centra moet op voorstel van de Minister van Justitie door de Ministerraad worden erkend. De erkenning geldt voor een hernieuwde periode van vijf jaar en kan bij beslissing van de Ministerraad worden ingetrokken.

Art. 5

Het centrum heeft tot taak :

- kosteloos een eerste consultatie te geven aan een ieder die daarom verzoekt, ook al ligt het inkomen van de betrokkene hoger dan de in artikel 3 vastgestelde maximumbedragen;
- de bevolking voor te lichten over het bestaan van de rechtsbijstand en de voorwaarden waaronder deze wordt verleend;
- preventie op juridisch gebied te bevorderen;

— d'assurer la défense du bénéficiaire auquel il ne peut refuser ses services ou, si le bénéficiaire le demande, de lui indiquer les avocats collaborateurs.

Art. 6

Le Centre est dirigé par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration a pour mission :

— de mettre tout en œuvre pour réaliser les missions imparties au centre. A cet égard, il peut décider de créer plusieurs sections au sein du centre, siégeant en différents endroits de l'arrondissement judiciaire;

— de désigner et de révoquer le directeur du centre;

— de conclure les conventions avec les avocats de l'aide l'écale;

— de faire rapport de l'activité du centre au Ministre de la Justice, aux membres des commissions de la Justice de la Chambre des Représentants et du Sénat et au Conseil de l'Ordre des Avocats de l'arrondissement judiciaire duquel il relève;

— d'assurer la gestion du centre.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres détermine les procédures et les obligations des centres en matières budgétaires et comptables.

Art. 7

Le Conseil d'Administration se compose de 8 à 16 membres, nommés par le Roi pour un terme renouvelable de cinq ans.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés parmi les personnes compétentes dans les domaines de l'aide légale ou de la connaissance des problèmes juridiques des milieux défavorisés.

Un tiers de ces membres sont nommés sur proposition du Ministre de la Justice; un tiers parmi les avocats inscrits au tableau de l'Ordre des Avocats de l'arrondissement judiciaire concerné; un tiers parmi les membres des associations qui poursuivent la défense et assurent la protection des personnes des milieux défavorisés et des Droits de l'Homme.

Le Conseil d'Administration peut décider, à la majorité des 2/3, de coopter trois membres répondant aux compétences requises.

Le Conseil d'Administration choisit en son sein un président et un secrétaire. Le président et le secrétaire sont élus pour 5 ans.

Le Conseil d'Administration ne peut être composé de plus de 2/3 de représentants du même sexe.

— de verdediging te behartigen van rechthebbenden, aan wie het centrum zijn diensten niet mag weigeren, of aan de rechthebbenden die daarom verzoeken, de advocaten-medewerkers aan te wijzen.

Art. 6

Het centrum wordt geleid door een raad van bestuur.

De raad van bestuur heeft tot taak :

— zich te beijveren om de aan het centrum opgedragen taken te vervullen. Te dien einde kan de raad beslissen in het centrum verschillende afdelingen op te richten die op verschillende plaatsen in het gerechtelijk arrondissement worden gevestigd;

— de directeur van het centrum te benoemen en te ontslaan;

— overeenkomsten met de bijstandsadvocaten te sluiten;

— over de werkzaamheden van het centrum verslag te doen aan de Minister van Justitie, aan de leden van de commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat, alsmede aan de Raad van de Orde van advocaten van het gerechtelijk arrondissement waaronder het ressorteert;

— het centrum te beheren.

De werkwijze en de verplichtingen inzake begroting en boekhouding van de centra worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 7

De raad van bestuur bestaat uit 8 tot 16 leden, die voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar door de Koning worden benoemd.

De leden van de raad van bestuur worden gekozen uit deskundigen op het gebied van de rechtsbijstand of de juridische problemen van de minst bedeelden.

Deze leden worden voor een derde aangewezen op voordracht van de Minister van Justitie, voor een derde uit de advocaten die ingeschreven zijn op de tabel van de Orde van advocaten van het betrokken gerechtelijk arrondissement, en voor een derde uit de leden van verenigingen die zich beijveren voor de verdediging van de minst bedeelden en de bescherming van de rechten van de mens.

De raad van bestuur kan met een meerderheid van tweederde van haar leden beslissen dat drie aan de bekwaamheidsvereisten beantwoordende leden zullen worden gecoöpteerd.

De raad van bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter en een secretaris. De voorzitter en de secretaris worden verkozen voor een termijn van vijf jaar.

De raad van bestuur kan voor ten hoogste twee derde uit vertegenwoordigers van hetzelfde geslacht bestaan.

Le membre qui, sans justification, ne participe pas à trois réunions consécutives du Conseil d'Administration est réputé démissionnaire.

Si le mandat d'un membre du Conseil d'Administration vient à expiration avant l'arrivée du terme, il est remplacé par un autre membre qui est désigné selon les conditions de nomination du membre qu'il remplace.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8

Le directeur du centre est nommé par le Conseil d'Administration pour un terme de trois ans renouvelable.

Le choix du Conseil d'Administration doit se porter sur une personne qui exerce ou a exercé la profession d'avocat pendant 5 ans au moins.

Le directeur est chargé :

- de statuer sur les demandes d'aide légale, comme il est dit à l'article 9;
- de tenir à jour la liste des avocats collaborateurs;

- de recruter le personnel administratif nécessaire, sur avis conforme du Conseil d'Administration. Le directeur a le droit de siéger au Conseil d'Administration avec voix consultative.

Art. 9

Le directeur du centre statue sur les demandes d'aide légale, introduites oralement ou par écrit par le demandeur.

La demande doit être accompagnée de toutes pièces attestant de la qualité de bénéficiaire de l'aide légale, et de tout autre renseignement mentionné sur le formulaire agréé par le Conseil d'Administration.

Après avoir entendu le demandeur, le directeur prononce et notifie sa décision dans les quinze jours à dater de l'introduction de la demande. Cette décision doit être motivée.

Si le directeur n'a pas rendu de décision dans ce délai, il est sensé admettre le demandeur au bénéfice de l'aide légale.

En cas d'urgence, le délai de quinze jours prévu à l'alinéa 3 du présent article est réduit à deux jours ouvrables.

La décision du directeur est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

Les décisions d'octroi de l'aide légale sont communiquées en même temps à l'Auditorat général du Travail près la Cour du Travail compétente.

Het lid dat zonder opgave van redenen niet deelneemt aan drie opeenvolgende vergaderingen van de raad van bestuur, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Indien het mandaat van een lid van de raad van bestuur vóór het verstrijken van de ambtstermijn wordt beëindigd, wordt hij vervangen door een ander lid dat op dezelfde wijze wordt benoemd als het lid dat hij vervangt.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Art. 8

De directeur van het centrum wordt door de raad van bestuur voor een hernieuwbare termijn van drie jaar benoemd.

De raad van bestuur is gehouden te kiezen voor een persoon die ten minste vijf jaar advocaat is of geweest is.

De directeur heeft tot taak :

- te beslissen over de verzoeken om rechtsbijstand overeenkomstig het bepaalde in artikel 9;
- de lijst van de advocaten-medewerkers bij te houden;

- het vereiste administratief personeel aan te werven op eensluidend advies van de raad van bestuur. De directeur heeft het recht om met raadgevende stem in de raad van bestuur zitting te nemen.

Art. 9

De directeur van het centrum beslist over de schriftelijke of mondelinge verzoeken om rechtsbijstand.

Elk verzoek moet vergezeld gaan van alle stukken tot staving van de hoedanigheid van de rechthebbende, alsmede van alle andere inlichtingen die op het door de raad van bestuur goedgekeurde formulier zijn vermeld.

Na de verzoeker te hebben gehoord beslist de directeur. Hij brengt zijn beslissing ter kennis binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de indiening van het verzoek. Deze beslissing moet met redenen omkleed zijn.

Indien de directeur binnen de genoemde termijn geen beslissing heeft genomen, wordt hij geacht het verzoek om rechtsbijstand te hebben ingewilligd.

In dringende gevallen wordt de in het derde lid genoemde termijn verminderd tot twee werkdagen.

De beslissing van de directeur wordt per aangetekende brief ter kennis gebracht van de verzoeker.

De beslissingen tot het verlenen van rechtsbijstand worden tegelijkertijd ter kennis gebracht van het auditoraat-generaal bij het bevoegde arbeidshof.

Art. 10

Le demandeur peut intenter un recours contre la décision de refus du directeur dans les quinze jours de la notification de celle-ci. Le recours est porté devant la Cour du Travail compétente. Sur demande de la Cour du Travail, le directeur transmet le dossier sans délai. Le recours n'est pas suspensif. La Cour du Travail rend sa décision dans les quinze jours de l'introduction du recours.

Art. 11

L'auditorat général du travail peut contester la décision d'octroi de l'aide légale s'il estime que les conditions et critères fixés par la présente loi et ses arrêtés d'exécution n'ont pas été respectés. Il introduit à cet effet un recours auprès de la Cour du Travail. La Cour du Travail rend sa décision dans les quinze jours de l'introduction du recours.

Art. 12

Le directeur peut décider de mettre fin anticipativement à l'octroi de l'aide légale, lorsque le bénéficiaire ne collabore pas raisonnablement à la défense de ses intérêts, notamment en ne répondant pas aux convocations de son avocat, en ne communiquant pas le dossier nécessaire à sa défense, en ne se présentant pas sans motif valable aux audiences où sa présence est requise par la loi. L'article 9 est applicable à cette décision. Le bénéficiaire peut intenter un recours contre cette décision dans les conditions prévues à l'article 10.

Art. 13

Dans tous les cas, la collaboration d'un avocat à l'aide légale ne modifie en rien son statut, sa déontologie et ses règles professionnelles et sa responsabilité.

Art. 14

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine le montant des honoraires et frais à verser aux avocats de l'aide légale et aux avocats-collaborants, après avoir pris l'avis de l'Ordre National des Avocats de Belgique. Le Roi détermine également, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de paiement des honoraires et frais. Dans aucun cas, le bénéficiaire ne pourra se voir réclamer par un avocat une contrepartie pour les prestations effectuées.

Art. 10

De verzoeker kan binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de door de directeur genomen beslissing tot weigering beroep instellen tegen die beslissing. Het beroep wordt voor het bevoegde arbeidshof gebracht. Op verzoek van het arbeidshof zendt de directeur het dossier onverwijld over. Het beroep heeft geen schorsende kracht. Het arbeidshof doet uitspraak binnen vijftien dagen nadat het beroep is ingesteld.

Art. 11

Het arbeidsauditoraat-generaal kan de beslissing tot toekenning van de rechtsbijstand betwisten indien het oordeelt dat de bij deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan vastgestelde voorwaarden en criteria niet in acht zijn genomen. Daartoe stelt het beroep in bij het arbeidshof. Het hof doet uitspraak binnen vijftien dagen nadat het beroep is ingesteld.

Art. 12

De directeur kan beslissen voortijdig een einde te maken aan de toekenning van de rechtsbijstand indien de rechthebbende niet op een redelijke wijze aan de verdediging van zijn belangen meewerkt, met name door de oproepingen van zijn advocaat onbeantwoord te laten, door het voor zijn verdediging noodzakelijke dossier niet mede te delen en door zonder wettige reden niet te verschijnen op de terechtzittingen waar zijn aanwezigheid wettelijk vereist is. Artikel 9 is op die beslissing van toepassing. De rechthebbende kan onder de bij artikel 10 gestelde voorwaarden tegen die beslissing beroep instellen.

Art. 13

De medewerking van een bijstandsadvocaat laat zijn statuut, plichtenleer en beroepsregels, alsmede zijn verantwoordelijkheid ongemoeid.

Art. 14

De Koning stelt bij in Ministerraad overlegd besluit en na het advies van de Nationale Orde van Advocaten van België te hebben ingewonnen, het bedrag vast van de erelonen die aan de bijstandsadvocaten en aan de advocaten-medewerkers moeten worden betaald, alsmede het bedrag van de kosten die in aanmerking komen voor vergoeding. De Koning stelt eveneens bij in Ministerraad overlegd besluit de wijze van betaling van de erelonen en kosten vast. Een advocaat mag van de rechthebbende in geen geval enigerlei compensatie voor zijn prestaties eisen.

Art. 15

Lors de chaque condamnation à une peine principale criminelle, correctionnelle ou de police, le juge condamne en outre au paiement d'une somme de 10 francs à titre de contribution au Fonds institué par l'article 16. De même, lors de chaque décision définitive rendue au sens de l'article 19 du Code judiciaire par les Chambres civiles de la Cour d'Appel, la Cour du Travail, le Tribunal civil, le Tribunal de Commerce, le Tribunal du Travail et le juge de paix, le magistrat condamne chaque partie succombante au paiement d'une somme de 10 francs à titre de contribution au Fonds institué par l'article 16.

Ces sommes sont soumises à l'augmentation prévue par les dispositions relatives aux décimes additionnels sur les amendes pénales.

Art. 16

§ 1^{er}. Il est institué au budget du Ministère de la Justice un Fonds spécial pour l'aide légale.

§ 2. Ce Fonds est alimenté par :

- les contributions visées par l'article 15;
- les sommes visées à l'article 1018, 6° du Code judiciaire liquidées par la décision en faveur du bénéficiaire sans préjudice des articles 664 et suivants du même code;
- les versements effectués par les bénéficiaires de l'aide légale partielle dans les conditions de l'article 3, § 1^{er};
- le recouvrement de l'aide légale dans les conditions de l'article 3, § 3;
- un crédit inscrit au budget du Ministère de la Justice;
- le prélèvement d'un pourcentage, fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur les montants des primes d'assurance obligatoire sur l'automobile.

§ 3. Les paiements faits par le condamné s'imputent d'abord sur les frais de justice dus à l'Etat, ensuite sur la contribution visée à l'article 15 et enfin sur l'amende pénale.

§ 4. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres procède à la répartition du budget du Fonds de l'aide légale entre les centres agréés conformément à l'article 4. Cet arrêté royal prévoit également les modalités de contrôle de l'utilisation des budgets alloués aux différents centres.

Art. 17

En matière pénale, la demande d'aide légale formulée par le prévenu est adressée au plus tôt et au

Art. 15

Bij elke veroordeling tot een hoofdstraf door het Hof van Assisen, de correctionele of de politierechtbank veroordeelt de rechter bovendien tot het betalen van een som van 10 frank als bijdrage in het bij artikel 16 ingestelde Fonds. Bij iedere eindbeslissing die in de zin van artikel 19 van het Gerechtelijk Wetboek door de burgerlijke kamers van het hof van beroep, door het arbeidshof, de burgerlijke rechtbank, de rechtbank van koophandel, de arbeidsrechtbank en de vrederechter gewezen wordt, veroordeelt de magistraat elke in het ongelijk gestelde partij tevens tot betaling van een som van 10 frank als bijdrage in het bij artikel 16 ingestelde Fonds.

Op die sommen wordt de verhoging toegepast waarin de bepalingen betreffende de opdecimen op de geldboeten voorzien.

Art. 16

§ 1. Op de begroting van het Ministerie van Justitie wordt een bijzonder Fonds voor rechtsbijstand ingesteld.

§ 2. Dat Fonds wordt gestijfd met :

- de bij artikel 15 bedoelde bijdragen;
- de bij artikel 1018, 6°, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde sommen die ingevolge de beslissing aan de rechthebbende worden betaald, onverminderd het bepaalde in de artikelen 664 en volgende van hetzelfde Wetboek;
- de stortingen die door de rechthebbenden op de gedeeltelijke rechtsbijstand onder de in artikel 3, § 1, gestelde voorwaarden verricht worden;
- de terugvordering van de rechtsbijstand onder de in artikel 3, § 3, gestelde voorwaarden;
- een op de begroting van het Ministerie van Justitie uitgetrokken krediet;
- de afneming van een bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgesteld percentage op de bedragen van de premies betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorvoertuigen.

§ 3. De door de veroordeelde verrichte betalingen worden eerst op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten, vervolgens op de bij artikel 15 bedoelde bijdrage en ten slotte op de geldboete aangerekend.

§ 4. Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit regelt de verdeling van de begrotingskredieten van het Fonds voor rechtsbijstand over de overeenkomstig artikel 4 erkende centra. Dat koninklijk besluit bepaalt tevens de wijze waarop controle uitgeoefend wordt op de besteding van de begroting die elk centrum toegewezen krijgt.

Art. 17

In strafzaken wordt het door de beklaagde gedane verzoek om rechtsbijstand ten vroegste en ten minste

minimum trois jours avant l'audience par le président au directeur du centre ressortissant du même arrondissement judiciaire.

Lorsque l'affaire est à l'instruction, et que le prévenu demande au juge d'instruction le bénéfice de l'aide légale, le juge d'instruction transmettra sa demande sans délai au directeur du centre ressortissant du même arrondissement judiciaire. Si le directeur manque d'éléments pour admettre le demandeur au bénéfice de l'aide légale, l'avocat de l'aide légale ou un avocat-collaborant assistera provisoirement le prévenu. Si par la suite, le directeur refuse l'aide légale au prévenu, celle-ci pourra être récupérée. Lorsque le prévenu ne parle aucune langue nationale, le directeur propose un avocat parlant la langue du prévenu ou une autre langue que le prévenu comprend. A défaut de pouvoir y satisfaire, le directeur adjoint à l'avocat, en vue de lui permettre de préparer la défense du prévenu, un interprète dont les émoluments sont pris en charge par le trésor, à concurrence d'une durée de vacation de trois heures.

Devant les juridictions de la jeunesse, les mineurs sont présumés être demandeurs et bénéficiaires de l'aide légale en toute occasion. Dès lors, le président avertit au plus tôt le directeur concerné de l'existence d'une procédure à l'encontre d'un mineur afin que celui-ci soit assisté par un avocat.

*Dispositions générales, pénales,
abrogatoires et transitoires*

Art. 18

L'article 455 du Code judiciaire est abrogé.

Art. 19

L'article 455bis du même code est abrogé.

Art. 20

L'article 184bis du Code d'instruction criminelle est abrogé.

Art. 21

Dans tous les cas ou en vertu de la loi, il y a lieu à commission d'office d'un avocat, celle-ci est faite par le directeur du centre de l'arrondissement judiciaire concerné. Dans le cas où l'intéressé ne remplit pas les

drie dagen vóór de terechtzitting door de voorzitter gericht aan de directeur van het centrum dat tot het rechtsgebied van hetzelfde gerechtelijk arrondissement behoort.

Wanneer de zaak in behandeling is en de beklaagde de onderzoeksrechter om rechtsbijstand verzoekt, zendt de onderzoeksrechter dat verzoek onverwijld over aan de directeur van het centrum dat tot het rechtsgebied van hetzelfde gerechtelijk arrondissement behoort. Indien de directeur over onvoldoende gegevens beschikt om de verzoeker definitief rechtsbijstand te verlenen, wordt de beklaagde voorlopig door de bijstandsadvocaat of een advocaat-medewerker bijgestaan. Indien de directeur achteraf de beklaagde rechtsbijstand weigert, kan die worden teruggevorderd. Indien de beklaagde geen enkele van de landstalen spreekt, stelt de directeur een advocaat voor die de taal van de beklaagde spreekt of een andere taal die de beklaagde begrijpt. Blijkt dat niet mogelijk, dan wijst de directeur aan de advocaat een tolk toe om hem in staat te stellen de verdediging van de beklaagde voor te bereiden. De emolumenten van de tolk voor een drie uur durende zitting komen ten laste van de Staatskas.

Voor de jeugdrechtbanken worden minderjarigen te allen tijde geacht om rechtsbijstand te verzoeken en er recht op te hebben. Derhalve verwittigt de voorzitter de betrokken directeur zo spoedig mogelijk dat een geding tegen een minderjarige aan de gang is, zodat deze door een advocaat kan worden bijgestaan.

*Algemene, straf-,
opheffings- en overgangsbepalingen.*

Art. 18

Artikel 455 van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 19

Artikel 455bis van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 20

Artikel 184bis van het Wetboek van Strafvordering wordt opgeheven.

Art. 21

In alle gevallen waarin krachtens de wet ambts-halve een advocaat wordt aangesteld, gebeurt die aanstelling door de directeur van het centrum van het betrokken gerechtelijk arrondissement. Voor de

conditions d'application de la présente loi, un arrêté royal fixe le montant d'une indemnité à payer par l'intéressé.

Art. 22

Le centre est subrogé dans les droits du bénéficiaire quant à l'intervention d'une assurance « protection juridique ».

Art. 23

Celui qui, par des déclarations sciemment inexactes ou par d'autres moyens frauduleux, aura obtenu ou tenté d'obtenir le bénéfice de l'aide légale sans y avoir droit, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 5 000 francs, ou d'une de ces peines seulement. Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85 sont applicables à ces infractions.

Art. 24

Au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les affaires attribuées par le Bureau de Consultation et de Défense restent à la charge des avocats désignés jusqu'à leur terme. Dans ce cadre, ils sont considérés comme des avocats-collaborants.

Art. 25

L'entrée en vigueur de la loi sera fixée par arrêté royal.

8 avril 1991.

L. ONKELINX
Y. MAYEUR

betrokkenen die aan de voor de toepassing van deze wet gestelde voorwaarden niet voldoen, stelt een koninklijk besluit het bedrag vast van een door hen te betalen vergoeding.

Art. 22

Werd een rechtsbijstandsverzekering gesloten, dan treedt het centrum in de rechten van de recht-hebbende.

Art. 23

Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van 100 frank tot 5 000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die door wetens en willens afgelegde onjuiste verklaringen of door andere bedrieglijke middelen het voordeel van de rechtsbijstand verkregen heeft of getracht heeft te verkrijgen zonder er recht op te hebben. Alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn op deze misdrijven van toepassing.

Art. 24

Op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet blijven de aan het Bureau van Consultatie en Verdediging opgedragen zaken tot de afhandeling ervan ten laste van de aangestelde advocaten. Die advocaten worden in dat geval als advocaten-medewerkers beschouwd.

Art. 25

De inwerkingtreding van deze wet wordt vastgesteld bij koninklijk besluit.

8 april 1991.